

débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 145 22 mars 2007

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

Vers un parti des luttes

Olivier Besancenot officiellement candidat, une nouvelle étape de la campagne s'ouvre pour nous. Jusque là la LCR a dû s'imposer, conquérir le droit à exister. Cet obstacle franchi, et alors que la question sociale, de la pauvreté, du logement, des licenciements, des salaires, est devenue la question centrale, que les luttes s'immiscent dans la campagne, il s'agit de relayer le plus largement possible les exigences du monde du travail, de la population, de propager les idées de la contestation sociale et d'appeler chacun à s'en emparer.

Et même si nous regrettons la division des anticapitalistes, nous nous réjouissons qu'Arlette Laguiller puisse être également présente dans cette campagne. L'extrême gauche a ainsi dans ces élections deux porte-parole qui ont chacun une réelle audience, qui sont considérés par une fraction du monde du travail comme les porte-voix de ses préoccupations et de ses luttes. Cela témoigne de la vitalité de son combat et de ses idées... mais aussi de ses difficultés à se dégager du passé pour tenter de se hisser à la hauteur du défi qui nous est lancé : travailler à la convergence des anticapitalistes pour aider, avec les militants du mouvement social, les jeunes à donner vie au nouveau parti dont le monde du travail ressent aujourd'hui, à l'heure de l'effondrement du PC, le besoin.

Notre campagne : un instrument pour le combat collectif

Face à la logique destructrice du capitalisme, aux délocalisations, aux plans de licenciements, à la généralisation de la précarité et des bas salaires, à l'aggravation de l'exploitation, les luttes des salariés d'Airbus, d'Alcatel Lucent, de Citroën Aulnay -en grève depuis 3 semaines- ou de l'Education ont mis les exigences des salariés au cœur du débat électoral. La question est ouvertement posée de la légitimité d'une société qui soumet l'ensemble de la population au profit d'une infime minorité et menace la vie de chacun.

La presse a eu beau insister sur le succès relativement petit de la mobilisation des enseignants, leur grève n'en a pas moins obligé l'ensemble des candidats à prendre position. Non seulement Royal mais aussi Bayrou et Darcos, ancien ministre de l'Education et soutien de Sarkozy, se sont prononcés pour le retrait ou la suspension du décret De Robien qui instaure la « bivalence » et allonge le temps de travail des enseignants (ou réduit leur salaire...), mesures qui à elles seules visent à supprimer 5000 postes.

Le monde du travail compte sur ses mobilisations pour peser dans le rapport de forces, pour enrayer l'offensive et imposer que nos vies passent avant leurs profits. Un sondage de l'IFOP, la semaine dernière, ne peut que refléter l'évidence : plus de la moitié des électeurs pense que le résultat des élections ne permettra pas « d'améliorer les choses »... Il est clair pour tous qu'interdire les licenciements, prendre sur les profits pour les salaires, les services publics, stopper la fuite en avant capitaliste ne se fera pas sur le terrain institutionnel, des élections, même si celles-ci sont un outil pour peser, si le vote participe de la

construction du rapport de forces.

Notre campagne veut conforter cette légitimité, encourager, donner des arguments, appeler chacun à s'emparer de nos idées, à faire entendre sa voix, à faire de la campagne d'Olivier Besancenot sa propre campagne.

Des clarifications politiques en cours

Hollande, qui ne se « *satisfait pas qu'il y ait douze candidats* » après avoir tenté d'entraver le débat démocratique en faisant pression sur les maires, est brutalement devenu soucieux de « *la gauche antilibérale* ». Il a regretté cette semaine qu'elle « *n'ait pas mieux structuré son offre politique* » (!) : pour lui, « *si José Bové avait été le candidat de cette gauche antilibérale, ça aurait été très bien* » d'autant, précise Hollande, qu'il « *a toujours dit qu'il appellerait à voter pour la candidate socialiste au second tour* »...

N'en déplaise à ceux qui rêvent d'accéder à nouveau au sommet de l'Etat et à la gestion des affaires de la bourgeoisie, c'est une bonne chose que la diversité politique du mouvement social soit représentée dans la campagne. Le fait que les différents courants du Non au TCE, réussissant à franchir les barrages administratifs, aient chacun leur candidat participe des clarifications politiques. C'est la démocratie : un réel débat va pouvoir avoir lieu et a commencé dans les entreprises, les quartiers, la jeunesse, parmi les militants.

Le débat initié en 2005 se poursuit et s'éclaircit. Dans la campagne pour le Non, telle qu'elle s'est déroulée réellement (et non telle qu'elle a été pour une grande part mythifiée par les antilibéraux) chacun, au sein du même camp, défendait ses propres positions. Des anciens ministres Mélenchon (qui s'est depuis rallié en fanfare à Ségolène Royal) et Marie-George Buffet à Olivier Besancenot en passant par José Bové et bien d'autres... chacun menait sa propre campagne dans un cadre commun. Et, en toute logique, les divergences se sont vite formulées, clarifiant les ambiguïtés passées, quand il s'est agi de discuter programme et projet politique : qui décide, qui contrôle, avec quels moyens et quelles forces ?

Regretter le constat des désaccords n'a pas de sens. Vouloir les masquer pour une unité à tout prix en a par contre un... L'unité n'a pas de vertu en elle-même et celle sur le terrain des antilibéraux, pour gagner une majorité parlementaire de gauche, n'est pas notre combat : cela ne peut être une réponse aux problèmes des classes populaires.

Rompre avec la logique institutionnelle

Nous nous situons en rupture avec les partis institutionnels, les partis du libéralisme, de « l'ordre »... quel que soit le qualificatif qu'ils lui donnent, et dont les programmes s'insèrent tous dans le cadre fixé par le capitalisme. Il s'agit pour nous de faire entendre les exigences du monde du travail en toute indépendance et avec au moins autant de détermination et de clarté que le Medef fait entendre celles du patronat.

Parisot vient de rappeler son existence en appelant les candidats à se montrer « *plus ambitieux* » en supprimant toute durée légale du travail, en instaurant le licenciement par « *consentement mutuel* » ou en transférant « *progressivement* » les cotisations patronales vers les contribuables.

Ségolène Royal, qui veut « *réconcilier le pays avec les entreprises* » et « *fait confiance au dialogue social* », a expliqué faire « *un effort pour sortir des dogmes* » et a promis, à propos des 35 h, que « *tout sera mis sur la table lors d'une négociation entre les partenaires sociaux* ». « *Ce que je ressens après avoir rencontré les partenaires sociaux*, a-t-elle expliqué à Parisot à France Europe Express, *c'est que les représentants de la CGT et de la CFDT sont bien plus en avance que vous, ils sont prêts à discuter de tout* »... Dans *Les Echos*, elle précisait : « *les syndicats ont envie d'entrer dans une nouvelle ère des relations sociales. [...] A condition que la logique soit celle du gagnant-gagnant, les syndicats sont prêts au compromis social. C'est prometteur* »...

Les directions des syndicats sont, dans cette campagne, engagées dans un nouveau jeu de dupes... dans lequel il y a bien peu de suspense sur le nom des « gagnants ». S'adressant aux principaux candidats, elles se situent sur le seul terrain institutionnel. Il n'empêche, comme vient de l'illustrer le petit succès de la grève des enseignants, le monde du travail et ses militants trouvent malgré tout le chemin des luttes et font pression sur les confédérations, même si celles-ci y vont à minima, contraintes et de façon éparpillée.

Le besoin de coordination, de liens, de convergences se fait ouvertement sentir. La réponse ne peut venir que des initiatives militantes prises à la base, en toute indépendance des partis du libéralisme et de tous ceux qui veulent soumettre les travailleurs, la population, leurs luttes à la « réalité économique » et aux rythmes institutionnels. Nombre de militants sont à la recherche de tels liens, tentant de dépasser les obstacles, l'isolement, l'inertie des appareils.

Le besoin d'un parti pour les mobilisations

C'est cette unité qu'il nous faut construire, l'unité de ceux qui veulent préparer les luttes, qui veulent agir pour leur convergence, pour transformer le rapport de forces, s'opposer au rouleau compresseur de la bourgeoisie, de sa course aux profits, préparer un autre avenir.

Face aux conséquences dramatiques de la logique capitaliste, la campagne est l'occasion de rassembler autour des idées de la transformation sociale, d'appeler chacun à s'en emparer et à participer à la construction du regroupement des forces du monde du travail, en toute conscience des rapports de forces sociaux et politiques.

Ce processus est à écrire, et est pour une part en cours. La campagne, dans laquelle s'invitent la question sociale et les luttes, pousse aux clarifications politiques, lève les ambiguïtés, éclaire les véritables convergences. Elle encourage le débat politique, permet au plus grand nombre d'y participer, de se l'approprier.

De ce point de vue, l'intervention commune d'Olivier Besancenot et d'Arlette Laguiller en soutien aux ouvriers de Citroën Aulnay en lutte pour 300 € pour tous et 1500 € net de salaire minimum, apparaît comme un symbole de ce que beaucoup aimeraient voir se réaliser, même si, de toute évidence, la politique de Lutte Ouvrière le rend difficile. La nécessité de l'unité des anticapitalistes est bien réelle et se contenter, comme le fait LO, d'y répondre en disant qu'on se retrouvera dans les luttes, relève, pour le moins, d'une certaine désinvolture. Comme si la suite ne dépendait pas d'une volonté politique, comme si la nécessité d'unir les forces, les compétences, ne se posait pas à tous ceux qui veulent offrir des perspectives aux luttes et se retrouvent dans les idées de transformation sociale.

Par delà les difficultés, les limites aujourd'hui des uns et des autres, la campagne et la situation sociale et politique posent le problème à grande échelle de la nécessité d'un parti pour les mobilisations. Un parti du monde du travail qui ne pourra se construire qu'au sein des luttes, à travers la convergence de militants d'extrême gauche, de militants communistes en rupture avec le PS et leur propre direction, de militants du mouvement social, syndical, de jeunes qui s'éveillent au débat politique, au combat démocratique, de tous ceux qui aspirent à d'autres relations sociales, humaines, à une société débarrassée de la concurrence et de l'oppression. Cette perspective est le fil conducteur de notre campagne.

Carole Lucas



N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler **débat***militant*. Merci.